

DÉCEPTIONS ET ESPOIRS

« Plus qu'un simple remaniement ministériel, il était nécessaire d'annoncer la fin de l'application de l'état d'urgence, la libération des prisonniers politiques et l'élaboration d'une nouvelle constitution ». C'est avec fermeté que le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan a réagi au discours du président syrien du 30 mars dernier prononcé devant ses « députés » deux semaines après le début des protestations populaires en Syrie. 123 personnes ont été tuées entre le 18 mars et le 1er avril selon une liste nominative publiée par la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), et il y a eu plusieurs centaines de blessés et d'arrestations. Erdoğan, l'ami et soutien régional d'Assad, ajoute « qu'il va essayer d'influencer le président syrien pour entamer les réformes revendiquées par son peuple ».

Le discours de Bachar Assad a déçu non seulement la population syrienne mais aussi et surtout tous ses « amis » sur la scène régionale et internationale. Pour certains, ce discours était une déclaration de guerre puisqu'il a insisté sur la théorie de la conspiration dont la Syrie ferait l'objet. Il a ainsi précisé, à la manière de Bush fils, que celui qui ne soutient pas le régime dans toutes ses politiques est incontestablement considéré comme son ennemi. L'ennemi de la politique du régime devient forcément l'ennemi de la nation.

Depuis l'éclatement des protestations dans les pays arabes en décembre 2010, les observateurs s'interrogent sur « l'exception syrienne » et sur les probabilités d'une imitation à échelle réduite de ce phénomène dans les rues de la capitale des Omeyyades. Les analyses ont été presque unanimes sur le fait que le régime syrien bénéficie d'une « légitimité » liée à sa position géopolitique, à sa gestion « réussie » des dossiers diplomatiques et à sa réintégration en 2008 sur la scène internationale. Cependant, les différentes dimensions de la situation intérieure n'étaient pas négligées dans les analyses mais leur impact sur d'éventuels mouvements populaires a été sous-estimé. Les soulèvements tunisien et égyptien ont démontré que ce n'était plus le cas. Les peuples arabes ont réussi à développer une maturité exemplaire dans leur quête vers la liberté et la démocratie.



Le Président syrien Bachar Assad (à dr.) accueille le Premier Ministre turque, Recep Tayyip Erdogan, lors de son arrivée à Damas, le 17 janvier 2011.

Le bilan est significatif : 48 années d'un pouvoir dominé par le parti Baath ; état d'urgence avec application de lois d'exception ; 11 ans de promesses de réformes réitérées sans cesse depuis l'ascension de Bachar Assad au pouvoir succédant à son père Hafez Assad (1970-2000) ; une situation économique très critique avec plus de 60% de la population âgée de moins de 25 ans et un taux de chômage très élevé ; des libertés publiques presque inexistantes ; une justice corrompue ; le clientélisme ; une corruption systémique ; une mainmise sécuritaire sur la vie publique et privée (sécurocratie) ; un système éducatif défaillant ; une société civile muselée ; des médias publics ou privés sous contrôle étroit les transformant en outils de propagande désuets. Tout cela représentait un vaste chantier que l'opposition syrienne, incarnée par la « Déclaration de Damas » (2006), avait proposé de contribuer à lancer « aux côtés » du régime en lui donnant une garantie de légitimité politique. Des mains ont été tendues et des ponts de dialogue ont été proposés pour trouver « ensemble » une solution dans le but de réaliser des changements progressifs dans la nature du système politique. Ces appels ainsi que les différentes initiatives des intellectuels syriens sont restés sans écho. Pire, certaines figures pensantes de cette opposition ont été emprisonnées et accusées « d'affaiblir le sentiment de la nation » !

Même si le président syrien a exclu l'effet des révoltes arabes sur sa propre société au lendemain des soulèvements en Tunisie et en Égypte, il a cependant tenté d'anticiper leur impact en prenant des mesures économiques et gouvernementales. Cette réaction qu'il a développée, ou qui lui a été inspirée, se limite à la dimension économique des revendications populaires en leur ôtant leur essence : la liberté et la dignité.

L'arrivée de la vague de contestation sur la scène syrienne était, comme les précédentes, imprévisible. Cependant, elle a adopté les mêmes outils, slogans et procédures. Le rôle des réseaux sociaux était primordial en l'absence d'une couverture médiatique neutre puisque toute la presse internationale avait été éloignée de la scène. La répression a été à la mesure de la nature du système et de son passé en la matière (Hamas, 1981). Les lieux de rassemblement étaient les mosquées sans pour autant que cela attribue une quelconque dimension « islamiste » aux mouvements. L'unité nationale était mise en valeur par les manifestants dans toutes les villes face à la volonté du pouvoir de lui attribuer un aspect confessionnel dangereux pour la cohabitation dans une société mosaïque. Néanmoins, le pouvoir a réussi, pendant une courte période, à neutraliser les régions à majorité kurde en promettant la normalisation de la situation précaire de plusieurs milliers de Kurdes et en autorisant, pour la première fois dans l'histoire de la Syrie, la célébration du nouvel an kurde le 21 mars en lui assurant une couverture médiatique officielle.

Obtenir la démission du gouvernement, promettre la création de commissions pour étudier d'éventuelles réformes graduelles, des avantages économiques, une augmentation des salaires et des démonstrations de soutien, telles ont été les démarches entreprises par le pouvoir face à ce soulèvement, accompagnées d'une répression virulente attribuée à des acteurs externes, milices et snipers inclus. Opposer le slogan des manifestants : « Dieu, la Syrie et la liberté, c'est tout » à celui des partisans du régime : « Dieu, la Syrie et Bachar, c'est tout » remplace les aspirations populaires à une liberté désirée depuis des décennies par la pérennité d'un système avec tous ses symboles figés.

Les événements syriens soulignent deux points cruciaux :

La Syrie n'est pas une exception. Elle n'est pas immunisée devant l'avancée de la vague démocratique dans la région. Cette certitude doit être digérée par les

acteurs intérieurs mais aussi par ceux de la communauté internationale qui tardent à admettre que toute la région est condamnée à suivre le scénario du changement inévitable.

La crédibilité de la politique syrienne sur la scène régionale, sa position face à l'occupation israélienne et son soutien aux mouvements de résistance arabe (Hezbollah, Hamas) ne pourront lui épargner de faire face aux aspirations légitimes de sa population. Le prétexte tant exploité d'être un pays de résistance et de confrontation n'est plus valable pour perpétuer la dictature.

Le « cahier des charges » présenté par le peuple aux dirigeants concerne la suppression de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963, la libération des détenus d'opinion et des prisonniers politiques, l'abrogation des lois d'exception, la séparation des pouvoirs, la révision de la Constitution de 1973 et l'annulation de son article 8 faisant du parti Baath « le parti dirigeant de l'État et de la société », l'adoption d'une loi sur les partis politiques, une loi sur la presse qui garantit l'accès à l'information et la libre expression et libérer la vie associative pour permettre à la société civile d'assumer son rôle dans la construction de l'avenir du pays. Finalement, il est plus que nécessaire de réformer les services de renseignement et de regrouper ses multiples branches (cinq connues), qui travaillent en parallèle dans le but essentiel d'intimider les contestataires et de contrôler la respiration de la population, en la rackettant parfois, sans pour autant parvenir à protéger les intérêts publics et la sûreté réelle non pas du régime mais de l'État.

Les observateurs et les diplomates ont longtemps considéré que la bonne volonté d'entreprendre des réformes profondes et réelles existe bel et bien dans la conscience du président syrien et qu'elle a été retardée par la résistance de son entourage et de l'appareil sécuritaire. Cependant, il est de plus en plus plausible que le blocage se trouve davantage du côté du président « réformateur » qui réfute tous les conseils de ses proches ainsi que de ses amis sur la scène internationale.

La volonté d'une vie libre n'émane en aucun cas d'une conspiration étrangère. Elle traduit une réalité et un fait. Le jour où la classe dirigeante syrienne intégrera cette certitude, la Syrie ira mieux. Dans le cas contraire, la population continuera à revendiquer ses droits pour que se concrétise sa solution. Dès lors, le régime en assumera les conséquences.